

*L'agriculture*

que nous voulons dire. Il ne faut être bien brillant pour savoir que c'est une évidence.

L'effet se fait maintenant ressentir sur la plupart des petites entreprises parce que les agriculteurs remettent les achats qu'ils devraient faire. Ce retard empêche les fabricants et les concessionnaires de maintenir leur place dans la société. Cela cause de graves inconvénients aux agriculteurs qui doivent conserver des stocks considérables. La situation est aussi pénible pour ceux qui doivent emprunter à 16¾ p. 100 ou à 20 ou 22 p. 100, selon la raison pour laquelle ils empruntent. Ces gens-là n'ont pas la possibilité de réaliser de bénéfices suffisants à partir soit de leurs investissements, soit de la vente de leur produit ou de leur bétail, pour maintenir leur niveau de vie.

J'ai noté avec intérêt à l'audience de ce même groupe de travail de la Fédération agricole de l'Ontario, qu'un des témoins présentait ses doléances en ces termes:

«Je suis irrité du fait que j'aie à fournir du bœuf et du porc à 1,500 personnes chaque année, que j'aie à travailler plus de dix heures par jour, sans même parvenir à gagner ma vie convenablement», déclarait Lyle Peters, éleveur de bovins et de porcins de la région de Guelph.

M. Peters déclarait qu'un taux d'intérêt dépassant les 20 p. 100 sur un emprunt de plus de \$200,000, lui laissait à lui et à sa femme, seulement \$6,000 pour vivre l'an dernier, ajoutant qu'ils étaient forcés d'acheter leurs vêtements dans un magasin d'occasion.

Monsieur l'Orateur, il est presque inconvenable qu'un homme, forcé d'emprunter \$200,000 pour maintenir une entreprise d'élevage de porcins et bovins, dont l'exploitation était autrefois rentable, se retrouve maintenant, lui et sa famille, une fois leur emprunt remboursé et leurs produits vendus, avec seulement \$6,000. Il faut une bonne dose de compréhension pour saisir comment cela peut se produire.

M. Crawley, qui dirige la fédération agricole du comté de Wellington, a dit aux membres du groupe de travail qu'il avait emprunté \$500,000 pour financer son élevage de porcs. Il a ajouté:

Si le taux d'intérêt reste au-dessus de 20 p. 100 et que le prix du porc ne s'améliore pas, ce sera la faillite d'ici deux ans.

Il me semble que l'on ne saurait être plus clair. Personne ne pourrait mieux formuler le problème, s'exprimer plus clairement. Les agriculteurs de l'Ontario, à qui je m'adresse actuellement, mais aussi tous les agriculteurs du Canada, sont aux prises avec des difficultés financières énormes. On leur demande de continuer à produire pour répondre aux besoins des consommateurs, tout en exigeant d'eux un taux d'endettement très supérieur à ce qu'ils peuvent supporter tout en réalisant des bénéfices. Tout cela aboutira inéluctablement à une nouvelle vague de faillites. Si le Canada ne conserve pas un secteur agricole prospère, nous serons bientôt à la merci d'autres pays agricoles.

C'est ce qui inquiète le plus ceux qui songent à l'avenir. S'il y a de moins en moins d'exploitations agricoles viables au Canada, il va falloir faire appel à l'étranger pour répondre à nos besoins alimentaires. Mais à quel prix? Combien devons-nous payer les aliments nécessaires pour répondre aux besoins des Canadiens si nous ne sommes pas disposés dès maintenant à prendre les mesures qui assureront la viabilité de nos exploitations agricoles? Combien devons-nous dépenser à l'étranger pour répondre à nos besoins futurs? Cette perte éventuelle est-elle justifiable lorsqu'on songe à ce qu'il en coûterait pour aider financièrement les agriculteurs en leur accordant par exemple des prêts à des conditions raisonnables?

Dans la situation actuelle, certains secteurs de la société doivent absolument être subventionnés. C'est indispensable. Or, les agriculteurs ne demandent pas des subventions; ils préféreraient se débrouiller eux-mêmes. Mais tant que le gouvernement ne nous aura pas donné des politiques financières et fiscales sensées, nous devons, à court terme, garantir aux agriculteurs les ressources financières dont ils ont besoin pour acheter aujourd'hui ce qu'il leur faut pour produire demain, et nous devons leur offrir cet argent à des conditions qu'ils peuvent se permettre compte tenu des bénéfices réalisés sur la vente de leurs produits.

● (1550)

Cela paraît élémentaire. Je tiens à dire aux conservateurs qu'il n'est pas nécessaire d'être agriculteur pour le comprendre. Il suffit d'avoir quelques notions d'économie. C'est peut-être trop simple pour le gouvernement. C'est seulement une question de bon sens. Et, apparemment, c'est ce qui manque aux politiques que le gouvernement nous présente en ce moment.

Bien sûr, nous entendons dire que le revenu agricole a augmenté. Je l'ai lu, l'autre jour, avec un certain intérêt. Si on ne lit pas plus loin, on a l'impression que la situation financière de l'agriculteur est meilleure cette année que l'année dernière. On ne se rend pas compte qu'il est seulement question des rentrées d'argent et non du revenu net. On ne parle pas des difficultés que les agriculteurs éprouvent à faire face aux frais supplémentaires entraînés par la hausse des taux d'intérêt, la hausse du prix du pétrole, la hausse des frais de transport et la hausse du prix du fourrage. L'augmentation des revenus sert à payer tous ces frais.

La semaine dernière, Statistique Canada a publié les chiffres provisoires concernant le revenu agricole net pour 1980. Ces chiffres révèlent une baisse dramatique de 30 p. 100 du revenu net pour l'Ontario et de 27 p. 100 pour l'ensemble du pays. Ces chiffres se rapportent à l'année dernière. L'Ontario ne le cède qu'au Manitoba. Dans cette dernière province, le revenu net a fait une chute astronomique de 77 p. 100. Même si le revenu net a légèrement remonté au cours des neuf premiers mois de 1981, compte tenu de la diminution catastrophique de 1980, l'agriculteur est pratiquement incapable de conserver son pouvoir d'achat de 1979.

Voilà la situation à laquelle il faut tenter de remédier. En Ontario et dans l'ensemble du pays, les agriculteurs doivent faire face à une hausse sans précédent de leurs frais d'exploitation. Jamais encore nous n'avions couru si vite à la ruine; cela crève les yeux. Les chiffres relatifs au coût de l'intérêt et à l'ampleur de la dette donnent une bonne idée de la gravité du problème. En 1978, le coût de l'intérêt atteignait 253 millions de dollars en Ontario. En 1979, il était de 374 millions, soit 48 p. 100 de plus. L'année dernière, il s'est élevé à 465 millions, soit encore 24 p. 100 de plus que l'année précédente. Dans l'ensemble, le montant de la dette et le coût de l'intérêt ont augmenté de 83 p. 100 en deux ans. Comme cette année les taux d'intérêt ont vraiment battu tous les records, nous pouvons supposer que les agriculteurs paieront plus de 600 millions de dollars en intérêts. Cela équivaut à leur revenu total net pour 1980. Le problème est vraiment très grave.